

# Notes de lecture

un article de Philippe MEIRIEU

## “École du marché et école de la république”

paru dans “Libération” du 12 mars 1998

«... On ne rappellera jamais trop que l'école ne peut pas être un simple “service” mais doit rester, quoi qu'il en coûte, une “institution”.

La qualité d'un service se mesure à la satisfaction des usagers : la voirie, la poste, le dépannage des téléviseurs sont des services. Publics ou privés, ils sont soumis à la demande et doivent la satisfaire.

Mais il est, dans tout État républicain au moins trois grandes institutions qui doivent échapper à la logique du service : la justice, l'armée et l'école.

Personne n'imagine que la qualité de la justice puisse se mesurer à la satisfaction des justiciables : elle doit être référée, en revanche, à sa capacité à incarner les valeurs fondatrices de l'État républicain : nul ne peut se faire justice soi-même, il doit y avoir équité dans les peines, etc.

De même personne ne défendra que la finalité d'une armée est le bonheur des militaires ou la seule satisfaction des intérêts privés des civils.

Il en est de même pour l'école : elle entretient un rapport organique avec l'État, qui interdit de la juger en référence exclusive aux intérêts personnels des élèves et des parents comme aux états d'âme des enseignants : elle n'est là ni pour satisfaire individuellement les uns, ni pour flatter les autres.

Elle est instituée pour construire une cohérence sociale fondée sur l'exercice de la raison critique, le renoncement à la violence comme solution des rapports entre les hommes, l'inscription commune dans une culture qui permette de se comprendre et de se projeter dans le futur.

Elle est instituée, en réalité, pour transformer en réalité sociale, en dépit des contraintes de toutes sortes, la devise républicaine : “Liberté, égalité, fraternité”.

En conséquence, il est absolument incompatible avec la fonction de l'école d'en subordonner l'organisation à des sondages d'opinion et d'en juger l'efficacité à la seule satisfaction de ses usagers. Sa référence doit rester extérieure à l'ordre du marché social et économique ; c'est la condition même de son existence et de sa pérennité.

C'est pourquoi on voudrait bien voir les défenseurs de l'école républicaine s'intéresser de plus près aux réalités scolaires et regarder dans le détail comment fonctionne cette institution : ils y trouveraient, au plus haut niveau (celui dont ils sont majoritairement issus), des pratiques d'enseignement qui satisfont complètement les élèves et les parents et qui, pourtant, sont parfaitement contradictoires avec les principes républicains :

- on n'y apprend parfois à réussir qu'au détriment des autres, au mépris du principe de “fraternité” ;

- on n'y accède qu'en disposant des appuis et de la logistique sociale nécessaire, au mépris du principe d' “égalité” ;

- on s'y habitue à se soumettre aux idéologies requises pour accéder aux plus hautes fonctions sociales au mépris du principe de “liberté” et de l'exigence d'émancipation à l'égard de toute intimidation intellectuelle, exigence fondatrice de l' “éducation républicaine”.

On voudrait aussi que les “républicains” regardent de plus près le système auquel ils s'accrochent désespérément : ils y verraient la formidable montée en puissance du *zapping* scolaire entre les établissements, ainsi que l'éclatement du creuset social qu'ils disent vouloir préserver à tout prix et que le *statu quo* condamne inéluctablement.

L'école française est déjà, à bien des égards, livrée au marché, et l'immobilisme ne peut permettre au phénomène que de se développer : l'Académie de Paris scolarise 153% de sa classe d'âge, et les lycées de centre-ville continuent à viduer les lycées de banlieue de leurs “bons élèves” créant à la périphérie de véritables ghettos sociaux, voire ethniques. La demande de scolariser les enfants dans des classes toujours plus homogènes entraîne la création systématique de filières plus ou moins déguisées où les fils de cadres et d'intellectuels peuvent travailler à l'abri des mauvaises fréquentations, pendant que, par un système de déversoirs successifs, les autres sont conduits jusqu'aux portes de la délinquance.

À côté de l'école publique fleurit l'extraordinaire marché privé du soutien scolaire, officines et publications de toutes sortes au service des parents fortunés et auxquelles cèdent souvent les parents modestes, inquiets pour l'avenir de leurs enfants : c'est bien l'échec scolaire qui fait le lit du marché et élargit la “fracture sociale”.

...»

(Les passages en caractères gras sont ainsi soulignés par nous, CPE)

